Loi fédérale sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012

du ...

Avant-projet du 27 février 2013

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du ...¹,
arrête:*

I

Les lois fédérales mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

1. Code civil²

Art. 52, al. 2

² Sont dispensés de cette formalité les corporations et les établissements de droit public ainsi que les associations qui n'ont pas un but économique.

La disposition transitoire de la modification du ... a la teneur suivante:

Titre final, art. 6b, al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} Pour les fondations ecclésiastiques et les fondations de famille non inscrites au registre du commerce à la date d'entrée en vigueur de la modification du ... (art. 52, al. 2), le délai d'adaptation est de deux ans.

2. Code des obligations³

Art. 627, ch. 7

Abrogé

Art. 686, al. 1, 2^{ème} phrase, et 5 (nouveaux)

¹ [...] Elle tient ce registre de manière à ce qu'il soit possible d'y

¹ FF 2013 ...

² RS 210

³ RS 220

accéder en tout temps en Suisse.

⁵ Les pièces justificatives de l'inscription doivent être conservées pendant dix ans après la radiation du propriétaire ou de l'usufruitier du registre des actions.

Art. 697i (nouveau)

L. Obligation
d'annoncer de
l'actionnaire

1. Obligation
d'annoncer du
détenteur d'actions
au porteur

¹ Quiconque acquiert des actions au porteur d'une société dont les titres ne sont pas cotés en bourse est tenu d'annoncer cette acquisition, son prénom et son nom ou le cas échéant sa raison sociale, ainsi que son adresse immédiatement à la société.

² Il doit prouver qu'il est le détenteur de l'action au porteur et s'identifier:

- a. en tant que personne physique au moyen d'une pièce de légitimation officielle comportant une photographie, notamment au moyen de son passeport, de sa carte d'identité ou de son permis de conduire (original ou copie de l'un de ces documents);
- b. en tant que personne morale suisse au moyen d'un extrait du registre du commerce;
- c. en tant que personne morale étrangère au moyen d'un extrait actuel attesté conforme du registre du commerce étranger ou au moyen d'un document de même valeur.

³ Il est tenu de communiquer à la société toute modification du prénom et du nom ou le cas échéant de la raison sociale, ainsi que de l'adresse.

Art. 697j (nouveau)

2. Obligation
d'annoncer l'ayant
droit économique

¹ Quiconque acquiert, seul ou en accord avec un tiers, des actions d'une société dont les titres ne sont pas cotés en bourse et dont la participation, à la suite de cette opération, atteint ou franchit à la hausse le seuil de 25 % du capital-actions ou des voix, est tenu d'annoncer immédiatement à la société le prénom, le nom et l'adresse de la personne qui est l'ayant droit économique des actions au sens de l'art. 2a, al. 3 et 4, de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent⁴.

² Il est tenu de communiquer à la société toute modification du prénom, du nom ou de l'adresse de l'ayant droit économique.

Art. 697k (nouveau)

3. Annonce auprès
d'un intermédiaire
financier et
obligation de
renseigner
incombant à ce
dernier

¹ L'assemblée générale peut prévoir que les annonces visées aux art. 697i et 697j concernant les actions au porteur sont effectuées non pas auprès de la société, mais auprès d'un intermédiaire financier au sens de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent⁵.

² Le conseil d'administration désigne l'intermédiaire financier visé à l'al. 1 et communique son identité aux actionnaires.

³ L'intermédiaire financier doit renseigner en tout temps la société sur les actions au porteur pour lesquelles le prénom et le nom ou le cas échéant la raison sociale, ainsi que l'adresse de l'actionnaire ont été communiqués et pour lesquelles la détention a été prouvée, ainsi que sur les actions pour lesquelles une annonce au sens de l'art. 697j a été effectuée.

Art. 697l (nouveau)

4. Liste

¹ Le conseil d'administration tient une liste des détenteurs d'actions au porteur et des ayants droit économiques annoncés selon l'art. 697j.

² Cette liste mentionne le prénom et le nom ou le cas échéant la raison sociale ainsi que l'adresse des détenteurs d'actions au porteur et des ayants droit économiques.

³ Les pièces justificatives de l'annonce au sens des art. 697i et 697j doivent être conservées pendant dix ans après la radiation de la personne de la liste.

⁴ Si la société a désigné un intermédiaire financier conformément à l'art. 697k, c'est à lui qu'incombe l'obligation de tenir la liste et de conserver les pièces justificatives de l'annonce.

⁴ RS 955.0

⁵ RS 955.0

⁵ La liste doit être tenue de manière à ce qu'il soit possible d'y accéder en tout temps en Suisse.

Art. 697m (nouveau)

5. Non-respect de l'obligation d'annoncer

¹ L'actionnaire ne peut pas exercer les droits sociaux liés aux actions dont l'acquisition est soumise à l'obligation d'annoncer tant qu'il ne s'est pas conformé à cette dernière.

² Il ne peut faire valoir les droits patrimoniaux liés à ses actions qu'une fois qu'il s'est conformé à son obligation d'annoncer.

³ Si l'actionnaire omet de se conformer à son obligation d'annoncer dans un délai de un mois à compter de l'acquisition de l'action, ses droits patrimoniaux s'éteignent. S'il répare cette omission à une date ultérieure, il peut faire valoir les droits patrimoniaux qui naissent à compter de cette date.

⁴ Le Conseil d'administration s'assure qu'aucun actionnaire n'exerce ses droits en violation de son obligation d'annoncer.

Art. 704a (nouveau)

3. Conversion d'actions au porteur en actions nominatives

L'assemblée générale peut décider, à la majorité des voix exprimées, de convertir des actions au porteur en actions nominatives. Les statuts ne doivent pas durcir les conditions de la conversion.

Art. 718, al. 4

⁴ La société doit pouvoir être représentée par une personne domiciliée en Suisse. Cette personne doit être un membre du conseil d'administration ou un directeur. Elle doit avoir accès au registre des actions et à la liste visée à l'art. 697l à moins que cette liste ne soit tenue par un intermédiaire financier

Art. 747

¹ Le registre des actions, les livres de la société, la liste visée à l'art. 697l et les pièces justificatives qui la concernent, doivent être conservés pendant dix ans après la radiation de la société en un lieu sûr. Celui-ci est désigné par les liquidateurs ou, si ces derniers ne peuvent s'entendre, par l'office du registre du commerce.

² Le registre des actions et la liste doivent être conservés de manière à ce qu'il soit possible d'y accéder en tout temps en Suisse.

Art. 790, al. 1, 2^{ème} phrase, et 5 (nouveau)

¹ [...] Elle tient ce registre de manière à ce qu'il soit possible d'y accéder en tout temps en Suisse.

⁵ Les pièces justificatives de l'inscription doivent être conservées pendant dix ans après la radiation de la personne concernée du registre des parts sociales.

Art. 790a (nouveau)

III^{bis} Obligation
d'annoncer l'ayant
droit économique

¹ Quiconque acquiert seul ou en accord avec un tiers des parts sociales et dont la participation, à la suite de cette opération, atteint ou franchit à la hausse le seuil de 25 % du capital social ou des voix, est tenu d'annoncer immédiatement à la société le prénom et le nom ainsi que l'adresse de la personne qui est l'ayant droit économique des parts sociales au sens de l'art. 2a, al. 3 et 4, de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent⁶.

² Il est tenu de communiquer à la société toute modification du prénom, du nom ou de l'adresse de l'ayant droit économique.

³ Les dispositions du droit de la société anonyme relatives à la liste des ayants droit économiques (art. 697l) et aux conséquences du non-respect de l'obligation d'annoncer (art. 697m) sont applicables par analogie.

Art. 814, al. 3

³ La société doit pouvoir être représentée par une personne domiciliée en Suisse. Cette personne doit être un gérant ou un directeur. Elle doit avoir accès au registre des parts sociales et à la liste des ayants droit économiques selon l'art. 697l.

3. Liste des associés

Art. 837

¹ La société coopérative tient une liste des associés où sont mentionnés soit le prénom et le nom, soit la raison sociale ainsi que l'adresse de chaque associé. Elle tient cette liste de manière à ce qu'il soit possible d'y accéder en tout temps en Suisse.

² Les pièces justificatives de l'inscription doivent être conservées pendant dix ans après la radiation de l'associé concerné de la liste.

Art. 898, al. 2

² La société coopérative doit pouvoir être représentée par une personne domiciliée en Suisse. Cette personne doit être un administrateur, un gérant ou un directeur. Elle doit avoir accès à la liste des associés selon l'art. 697l.

Les dispositions transitoires des modifications du ... ont la teneur suivante:

Art. 1

A. Règle générale ¹ Les dispositions du titre final du code civil sont applicables à la présente loi, sous réserve des dispositions suivantes.

² Les dispositions de la nouvelle loi s'appliquent aux sociétés existantes dès leur entrée en vigueur.

Art. 2

B. Adaptation des statuts et des règlements ¹ Les sociétés qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont inscrites au registre du commerce mais ne sont pas conformes aux nouvelles dispositions, sont tenues d'adapter leurs statuts et leurs règlements dans un délai de deux ans.

² Les dispositions statutaires et réglementaires qui ne sont pas conformes à la nouvelle réglementation restent en vigueur jusqu'à leur adaptation mais au plus pendant deux ans.

Art. 3

C. Obligation d'annoncer

¹ Les personnes qui détiennent des actions au porteur à l'entrée en vigueur de la présente loi doivent se conformer à l'obligation d'annoncer prévue aux art. 697i et 697j pour l'acquisition.

² Le délai relatif à l'extinction des droits patrimoniaux (art. 697m, al. 3) expire six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

3. Loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite⁷

Art. 129, al. 1 et 2

¹ Le paiement doit être effectué immédiatement après l'adjudication. Le préposé aux poursuites peut accorder un terme de vingt jours au plus. La remise n'a lieu que lorsque l'office des poursuites peut disposer du montant de manière irrévocable.

² Le paiement peut être effectué au comptant jusqu'à 100 000 francs. Si le prix excède ce montant, le paiement de la part qui dépasse celui-ci doit être effectué par l'entremise d'un intermédiaire financier au sens de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent⁸. Le préposé aux poursuites détermine le mode de paiement.

Art. 136

c. Mode de
paiement

¹ Le préposé aux poursuites fixe le mode de paiement dans les conditions des enchères; il peut accorder un terme de six mois au plus.

² Le paiement peut être effectué au comptant jusqu'à 100 000 francs. Si le prix excède ce montant, le paiement de la part qui dépasse celui-ci doit être effectué par l'entremise d'un intermédiaire financier au sens de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent⁹.

4. Code pénal¹⁰

Art. 305^{ter}, al. 2

Abrogé

⁷ RS 281.1
⁸ RS 955.0
⁹ RS 955.0
¹⁰ RS 311.0

Art. 327 (nouveau)

Violation de
l'obligation
d'annoncer selon le
droit de la société

Est puni d'une amende celui qui, intentionnellement:

- a. ne se conforme pas à l'obligation prévue à l'art. 697i, al. 1, du code des obligations¹¹ d'annoncer l'acquisition d'actions au porteur, son prénom et son nom ou le cas échéant sa raison sociale ainsi que son adresse;
- b. ne se conforme pas à l'obligation prévue à l'art. 697j, al. 1, du code des obligations d'annoncer le prénom, le nom et l'adresse de la personne qui est l'ayant droit économique des actions;
- c. ne se conforme pas à l'obligation prévue aux art. 697i, al. 3, et 697j, al. 2, du code des obligations d'annoncer toute modification du prénom, du nom, de la raison sociale et de l'adresse.

Art. 327a (nouveau)

Violation des
obligations du droit
des sociétés sur la
tenue de livres

Est puni d'une amende celui qui, intentionnellement, ne tient pas correctement l'un des livres suivants:

- a. pour une société anonyme: le registre des actions au sens de l'art. 686 ou la liste des détenteurs d'actions au porteur et des ayants droit économiques soumis à l'obligation d'annoncer au sens de l'art. 697l du code des obligations¹²;
- b. pour une société à responsabilité limitée: le registre des parts sociales au sens de l'art. 790 du code des obligations, ou la liste des ayants droit économiques des parts sociales au sens de l'art. 790a du code des obligations;
- c. pour une société coopérative: la liste des associés au sens de l'art. 837 du code des obligations.

5. Loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif¹³

Art. 14, al. 4

⁴ Celui qui, par métier ou avec le concours de tiers, se sera procuré ou aura procuré à un tiers un avantage illicite particulièrement important ou aura porté atteinte de façon substantielle aux intérêts pécuniaires ou à d'autres droits des pouvoirs publics en commettant une infraction au sens des al. 1 ou 2 en matière de contributions, d'impôts ou de douanes, sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou

¹¹ RS 220

¹² RS 220

¹³ RS 313.0

d'une peine pécuniaire. En cas de peine privative de liberté, une peine pécuniaire est également prononcée.

6. Loi du 20 mars 1981 sur l'entraide pénale internationale¹⁴

Art. 3, al. 3, let. b

³ La demande est irrecevable si la procédure vise un acte qui paraît tendre à diminuer des recettes fiscales ou contrevient à des mesures de politique monétaire, commerciale ou économique. Toutefois, il peut être donné suite:

- b. à une demande d'entraide au sens de la présente loi si la procédure vise:
 - 1. une escroquerie qualifiée en matière de contributions au sens de l'art. 14, al. 4, de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif¹⁵;
 - 2. une escroquerie fiscale qualifiée au sens de l'art. 186, al. 1^{bis}, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct¹⁶;
 - 3. une escroquerie fiscale qualifiée au sens de l'art. 59, al. 1^{bis}, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes¹⁷.

7. Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct¹⁸

Art. 120, al. 3, let. d

³ Un nouveau délai de prescription commence à courir:

- d. lorsqu'une procédure pénale est ouverte pour soustraction d'impôt consommée, escroquerie fiscale ou détournement de l'impôt à la source.

Art. 152, al. 2

² L'ouverture d'une procédure pénale pour soustraction d'impôt, escroquerie fiscale ou détournement de l'impôt à la source entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

Titre précédant l'art. 186

Titre 2 Délits fiscaux et crimes fiscaux

¹⁴ RS 351.1

¹⁵ RS 313.0

¹⁶ RS 642.11

¹⁷ RS 642.14

¹⁸ RS 642.11

Art. 186, titre, al. 1, 1^{bis} (nouveau), 2 et 4 (nouveau)

Escroquerie fiscale

¹ Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui commet intentionnellement une soustraction d'impôt au sens de l'art. 175, al. 1, 1^{er} état de fait:

- a. en faisant usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que des livres comptables, des bilans, des comptes de résultat ou des certificats de salaire et d'autres attestations de tiers dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, ou
- b. en induisant astucieusement en erreur l'autorité fiscale par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais ou en la confortant astucieusement dans son erreur.

^{1bis} Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui commet l'escroquerie fiscale visée à l'al. 1, si les éléments imposables non déclarés se montent à 600 000 francs au moins.

² Dans les cas visés aux al. 1 et 1^{bis}, il y a lieu de prononcer également une amende, dont le montant est déterminé par l'art. 175.

⁴ Celui qui participe à une escroquerie fiscale au sens de l'al. 1 ou 1^{bis}, répond solidairement de l'impôt soustrait.

Art. 186a (nouveau) Personnes morales

¹ Lorsqu'une escroquerie fiscale au sens de l'art. 186, al. 1 ou 1^{bis} a été commise au profit d'une personne morale, celle-ci est punie d'une amende. L'amende est comprise:

- a. en cas d'escroquerie fiscale au sens de l'art. 186, al. 1: entre une et trois fois le montant de l'impôt soustrait;
- b. en cas d'escroquerie fiscale au sens de l'art. 186, al. 1^{bis}: entre deux et cinq fois le montant de l'impôt soustrait.

² Les dispositions sur la dénonciation spontanée selon l'art. 181a sont applicables par analogie.

Art. 188, titre, al. 1, 2, 2^{bis} (nouveau) et 3

Procédure en cas de présomption d'escroquerie fiscale ou de détournement de l'impôt à la source

¹ Si, dans le cadre de la procédure prévue à l'art. 183, l'administration cantonale de l'impôt fédéral direct estime qu'une escroquerie fiscale a été commise ou que des impôts à la source ont été détournés, elle transmet les actes de la procédure à l'autorité pénale compétente pour la poursuite du délit fiscal ou du crime fiscal de droit cantonal. Celle-ci poursuit simultanément le délit ou le crime commis en matière d'impôt fédéral direct.

² La procédure est régie par les dispositions pertinentes du code de procédure pénale du 5 octobre 2007 (CPP)¹⁹.

^{2bis} La compétence des autorités de poursuite pénale subsiste dans tous les cas.

³ Si l'auteur est condamné à une peine privative de liberté pour le délit fiscal ou le crime fiscal de droit cantonal, le délit ou le crime commis en matière d'impôt fédéral direct est sanctionné par une peine privative de liberté complémentaire; le jugement cantonal de dernière instance peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral selon les art. 78 à 81 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral²⁰.

Art. 189, al. 1

¹ La poursuite pénale des délits fiscaux et des crimes fiscaux se prescrit par quinze ans à compter du jour où l'auteur a commis sa dernière infraction.

Art. 190, al. 2

² Par grave infraction fiscale, on entend en particulier la soustraction continue de montants importants d'impôt (art. 175 et 176), les délits fiscaux (art. 186, al. 1, et 187) et les crimes fiscaux (art. 186, al. 1^{bis}).

Art. 193, al. 4

⁴ Aucune voie de droit n'est ouverte contre la notification du rapport et de son contenu. Le rejet d'une requête en complément d'enquête peut être attaqué ultérieurement dans les procédures pour soustraction, escroquerie fiscale ou détournement de l'impôt à la source.

Art. 194, al. 2

² Lorsqu'elle estime qu'une escroquerie fiscale a été commise ou que des impôts à la source ont été détournés, elle dénonce l'infraction à l'autorité pénale cantonale compétente.

8. Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes²¹

Titre précédant l'art. 59

Chapitre 2 Délits fiscaux et crimes fiscaux

Art. 59, titre, al. 1, 1^{bis} (nouveau), 2 et 4 (nouveau)

Escroquerie fiscale et détournement de l'impôt à la source

¹⁹ RS 312.0

²⁰ RS 173.110

²¹ RS 642.14

¹ Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire:

- a. celui qui commet intentionnellement une soustraction d'impôt au sens de l'art. 56, al. 1, 1^{er} état de fait:
 1. en faisant usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que des livres comptables, des bilans, des comptes de résultat ou des certificats de salaire et autres attestations de tiers dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, ou
 2. en induisant astucieusement en erreur l'autorité fiscale par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais ou en la confortant astucieusement dans son erreur;
- b. celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, aura détourné à son profit ou à celui d'un tiers les montants perçus.

^{1bis} Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui commet l'escroquerie fiscale visée à l'al. 1, let. a, si les éléments imposables non déclarés se montent à 600 000 francs au moins.

² Dans les cas visés aux al. 1, let. a, et 1^{bis}, il y a lieu de prononcer également une amende, dont le montant est déterminé par l'art. 56.

⁴ Celui qui participe à une escroquerie fiscale au sens de l'al. 1, let. a, ou 1^{bis}, répond solidairement de l'impôt soustrait.

Art. 59a (nouveau) Personnes morales

¹ Lorsqu'une escroquerie fiscale au sens de l'art. 59, al. 1, let. a, ou al. 1^{bis}, a été commise au profit d'une personne morale, celle-ci est punie d'une amende. L'amende est comprise:

- a. en cas d'infraction à l'art. 59, al. 1, let. a: entre une et trois fois le montant de l'impôt soustrait;
- b. en cas d'infraction à l'art. 59, al. 1^{bis}: entre deux et cinq fois le montant de l'impôt soustrait.

² Les dispositions sur la dénonciation spontanée selon l'art. 57b sont applicables par analogie.

Art. 60, al. 1

¹ La poursuite pénale des délits fiscaux et des crimes fiscaux se prescrit par quinze ans à compter du jour où l'auteur a commis sa dernière infraction.

Art. 61 Procédure en cas de présomption d'escroquerie fiscale ou de détournement de l'impôt à la source

¹ Si, dans le cadre de la procédure prévue à l'art. 57a, l'autorité estime qu'une escroquerie fiscale a été commise ou que des impôts à la source ont été détournés, elle transmet les actes de la procédure à l'autorité de poursuite pénale cantonale.

² Sauf disposition contraire du droit fédéral, la procédure pénale devant l'autorité de poursuite pénale et l'exécution de la peine sont régies par la législation cantonale. Les décisions de la dernière instance cantonale peuvent faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral.

³ La compétence des autorités de poursuite pénale subsiste dans tous les cas.

Art. 72p (nouveau) Adaptation des législations cantonales à la modification du xx [mois] 20xx

¹ Les cantons adaptent leur législation aux art. 59, 59a, 60, al. 1, et 61 dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du xx [mois] 20xx.

² A l'expiration de ce délai, ces dispositions sont directement applicables si le droit fiscal cantonal s'en écarte.

9. Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux²²

Art. 46, al. 3

³ La SICAV tient:

- a. un registre des actions qui mentionne le nom et l'adresse des actionnaires entrepreneurs;
- b. une liste au sens de l'art. 697l du code des obligations²³ lorsque ses actions ne sont pas cotées en bourse. Elle peut charger un intermédiaire financier au sens de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent²⁴ de tenir cette liste.

Art. 46^{bis} (nouveau) Obligations d'annoncer

¹ Les actionnaires dont les actions ne sont pas cotées en bourse sont soumis aux obligations d'annoncer prévues aux art. 697i et 697j du code des obligations²⁵.

² La SICAV dont les actions ne sont pas cotées en bourse informe immédiatement les actionnaires concernés si ceux-ci détiennent plus de 5 % du capital ou des voix, selon les indications figurant dans le registre des actions ou dans la liste.

³ Les conséquences du non-respect des obligations d'annoncer sont réglées à l'art. 697m du code des obligations.

Art. 149, al. 1, let. f (nouvelle)

- f. ne tient pas correctement le registre des actions visé à l'art. 46, al. 3, let. a.

²² RS 951.31

²³ RS 220

²⁴ RS 955.0

²⁵ RS 220

10. Loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent²⁶

Titre

Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Art. 2, al. 1^{bis} (nouveau)

^{1bis} Le chapitre 1a et l'art. 38 de la présente loi s'appliquent uniquement aux parties à des ventes mobilières et immobilières au sens des art. 184 ss du code des obligations²⁷ ainsi qu'aux officiers publics et bureaux du registre foncier impliqués dans l'opération de vente.

Art. 2a (nouveau) Définitions

¹ Sont réputées personnes politiquement exposées au sens de la présente loi les personnes suivantes:

- a. les personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions publiques dirigeantes à l'étranger, telles que chefs d'Etat ou de gouvernement, politiciens de haut rang au niveau national, hauts fonctionnaires de l'administration, de la justice, de l'armée et des partis au niveau national, organes suprêmes d'entreprises étatiques d'importance nationale (personnes politiquement exposées à l'étranger);
- b. les personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions publiques dirigeantes au niveau national en Suisse dans la politique, l'administration, l'armée ou la justice, ainsi que les membres du conseil d'administration ou de la direction d'entreprises publiques d'importance nationale (personnes politiquement exposées en Suisse);
- c. les personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions dirigeantes dans des organisations intergouvernementales, comme celles de secrétaire général, directeur, sous-directeur, membre du comité de direction (*member of the board*) ou d'autres fonctions équivalentes (personnes politiquement exposées au sein d'organisations intergouvernementales).

² Sont réputées proches de personnes politiquement exposées les personnes physiques qui, de manière reconnaissable, sont proches des personnes au sens de l'al. 1 pour des raisons familiales ou personnelles ou pour des raisons d'affaires.

³ Les ayants droit économiques sont toujours des personnes physiques.

⁴ Sont réputées ayants droit économiques d'une personne morale exerçant une activité opérationnelle les personnes physiques qui détiennent directement ou indirectement dans cette dernière une participation d'au moins 25 % du capital ou des voix ou la contrôlent d'une autre manière reconnaissable. Si ces personnes ne peuvent pas être identifiées, il y a lieu d'identifier le membre le plus haut placé de l'organe de direction.

²⁶ RS 955.0

²⁷ RS 220

Titre précédant le chapitre 2

Chapitre 1a Paiement lors d'opérations de vente

Art. 2b (nouveau) Ventes immobilières

¹ Si le prix convenu lors d'une vente immobilière au sens des art. 216 ss du code des obligations²⁸ dépasse 100 000 francs, le paiement de la part du prix excédant ce montant doit être effectué par l'entremise d'un intermédiaire financier au sens de la présente loi.

² Les modalités du paiement visé à l'al. 1 doivent être convenues dans le contrat de vente. A défaut, l'officier public refuse de dresser l'acte authentique.

³ Le nouveau propriétaire du bien immobilier ne peut être inscrit au registre foncier que si l'intermédiaire financier atteste que le paiement a été ou sera effectué conformément aux modalités convenues.

Art. 2c (nouveau) Vente mobilière

¹ Si le prix convenu lors d'une vente mobilière au sens des art. 184 ss du code des obligations²⁹ dépasse 100 000 francs, le paiement de la part du prix excédant ce montant doit être effectué par l'entremise d'un intermédiaire financier au sens de la présente loi.

² Le Conseil fédéral peut autoriser à titre exceptionnel qu'un paiement dépassant 100 000 francs puisse être effectué sans l'entremise d'un intermédiaire financier, lorsque le risque de blanchiment d'argent paraît négligeable.

Art. 4 Identification de l'ayant droit économique

¹ L'intermédiaire financier doit identifier l'ayant droit économique avec la diligence requise par les circonstances. Si le cocontractant est une société cotée en bourse ou une filiale détenue majoritairement par de telles sociétés, l'intermédiaire financier peut renoncer à ladite identification.

² L'intermédiaire financier doit requérir du cocontractant une déclaration écrite indiquant qui est l'ayant droit économique, si:

- a. le cocontractant n'est pas l'ayant droit économique ou qu'il y a un doute à ce sujet;
- b. le cocontractant est une société de domicile ou une personne morale exerçant une activité opérationnelle;
- c. une opération de caisse d'une somme importante au sens de l'art. 3, al. 2, est effectuée.

³ En ce qui concerne les comptes globaux ou les dépôts globaux, il doit exiger que le cocontractant lui fournisse une liste complète des ayants droit économiques et lui communique immédiatement toute modification de cette liste.

²⁸ RS 220

²⁹ RS 220

Art. 6 Obligations de diligence particulières

¹ L'intermédiaire financier est tenu d'identifier l'objet et le but de la relation d'affaires souhaitée par le cocontractant. L'étendue des informations à collecter, le niveau hiérarchique compétent pour décider de l'ouverture ou de la poursuite d'une relation d'affaires ainsi que la fréquence des contrôles sont fonction du risque que représente le cocontractant.

² L'intermédiaire financier doit clarifier l'arrière-plan et le but d'une transaction ou d'une relation d'affaires lorsque:

- a. la transaction ou la relation d'affaires paraissent inhabituelles, sauf si leur légalité est manifeste;
- b. des indices laissent supposer que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime, qu'une organisation criminelle (art. 260^{ter}, ch. 1, CP³⁰) exerce un pouvoir de disposition sur ces valeurs ou que celles-ci servent au financement du terrorisme (art. 260^{quinquies}, al. 1, CP).
- c. la transaction ou la relation d'affaires comportent un risque accru.

³ Les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées à l'étranger, ainsi qu'avec les personnes qui leurs sont proches, sont réputées comporter dans tous les cas un risque accru.

⁴ Les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées en Suisse ou avec des personnes politiquement exposées au sein d'organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les personnes qui leurs sont proches, sont réputées comporter un risque accru en relation avec un ou plusieurs autres critères de risque.

Art. 9a (nouveau) Ordres des clients portant sur les valeurs patrimoniales communiquées

¹ L'intermédiaire financier exécute les ordres des clients portant sur les valeurs patrimoniales communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, let. a, pour autant que ces derniers ne tombent pas sous l'exception visée à l'al. 2.

² Il avertit immédiatement le bureau de communication lorsque des ordres des clients peuvent viser:

- a. à entraver la confiscation des valeurs patrimoniales communiquées;
- b. à financer le terrorisme (art. 260^{quinquies}, al. 1, CP³¹).

³ Il suspend l'exécution des ordres au sens de l'al. 2 jusqu'au moment où le bureau de communication l'informe du résultat de son analyse, mais au maximum durant cinq jours ouvrables à compter du moment où il a averti le bureau de communication.

³⁰ RS 311.0

³¹ RS 311.0

Art. 10 Blocage des avoirs

¹ L'intermédiaire financier bloque les valeurs patrimoniales qui lui sont confiées et qui ont un lien avec les informations communiquées en vertu de l'art. 9 dès que le bureau de communication lui notifie qu'il a transmis ces informations à une autorité de poursuite pénale.

² Il maintient le blocage des avoirs jusqu'à la réception d'une décision de l'autorité de poursuite pénale compétente, mais au maximum durant cinq jours ouvrables à compter du moment où le bureau de communication lui a notifié la transmission des informations à une autorité de poursuite pénale.

Art. 10a, al. 1

¹ L'intermédiaire financier ne doit informer ni les personnes concernées, ni aucun tiers, de ce qu'il a communiqué des informations en vertu de l'art. 9 ou averti le bureau de communication en vertu de l'art. 9a:

- a. tant que le bureau de communication ne lui a pas indiqué s'il a ou non transmis les informations communiquées en vertu de l'art. 9 à une autorité de poursuite pénale;
- b. tant qu'il maintient le blocage des avoirs.

Art. 11 Exclusion de la responsabilité pénale et civile

¹ Quiconque, de bonne foi, communique des informations en vertu de l'art. 9, avertit le bureau de communication en vertu de l'art. 9a ou procède à une suspension de l'ordre d'un client en vertu de l'art. 9a, al. 2, ou à un blocage des avoirs en vertu de l'art. 10 ne peut être poursuivi pour violation du secret de fonction, du secret professionnel ou du secret d'affaires, ni être rendu responsable de violation de contrat.

² L'al. 1 s'applique également aux organismes d'autorégulation qui procèdent à une dénonciation au sens de l'art. 27, al. 4.

Art. 23, al. 5 (nouveau)

⁵ Le bureau de communication indique à l'intermédiaire financier s'il transmet ou non les informations communiquées en vertu de l'art. 9 à une autorité de poursuite pénale.

Art. 29, al. 2, 2^{bis} et 2^{ter} (nouveaux)

² Si le bureau de communication ou les offices centraux de police criminelle de la Confédération en font la demande, les autorités fédérales, cantonales et communales leur transmettent toutes les données dont ils ont besoin pour effectuer les analyses en relation avec la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée ou le financement du terrorisme. Il s'agit notamment d'informations financières ainsi que d'autres données sensibles et profils de la personnalité collectés dans des procédures pénales, pénales administratives ou administratives.

^{2bis} Le bureau de communication peut, au cas par cas, donner des renseignements aux autorités visées à l'al. 2, pour autant que ces informations soient utilisées exclusivement aux fins de la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préliminaires au blanchiment d'argent, la criminalité organisée ou le financement du terrorisme.

^{2ter} Le bureau de communication ne peut transmettre aux autorités visées à l'al. 2 des informations provenant d'un homologue étranger qu'aux fins mentionnées à l'al. 2^{bis} et avec l'autorisation expresse de ce dernier.

Art. 34, al. 3

³ Les personnes concernées n'ont pas de droit d'accès au sens de l'art. 8 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données³², d'une part, entre le moment où des informations sont communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, et celui où le bureau de communication informe l'intermédiaire financier conformément à l'art. 23, al. 5, d'autre part, tant que dure le blocage des avoirs prévu à l'art. 10.

Art. 38 (nouveau) Violation des prescriptions sur le paiement en espèces lors d'opérations de vente

Celui qui, lors d'une vente mobilière ou immobilière, effectue le paiement du prix de vente en violation des dispositions du chapitre 1a est puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire.

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.